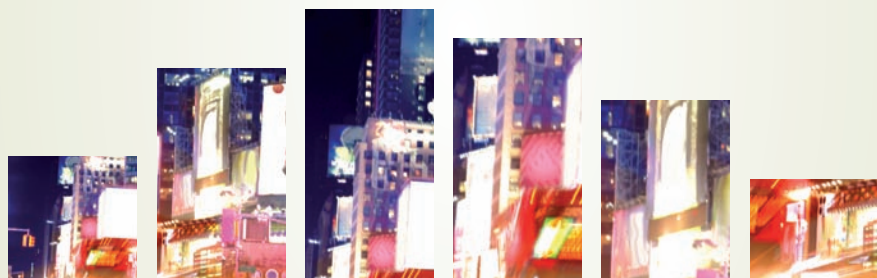


LA COMMUNICATION RESPONSABLE



INTÉGRER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
DANS LES MÉTIERS DE LA COMMUNICATION



EYROLLES

Éditions d'Organisation

Un outil complet et accessible pour mieux comprendre et intégrer le développement durable !

Cet ouvrage couvre de façon exhaustive l'ensemble de la thématique, notamment :

- les impacts sociaux et environnementaux des actions de communication ;
- les attentes des annonceurs, le piège du *greenwashing* ;
- les processus à mettre en œuvre au cœur des métiers.

En s'appuyant sur des cas concrets, il fait découvrir les meilleures initiatives de développement durable du secteur de la communication, et révèle les actions et les stratégies des agences les plus engagées.

Il est à la fois pédagogique et incitatif : agir devient non seulement possible, mais aussi très motivant. Le développement durable, loin d'être une contrainte, apparaît ici comme un moteur d'innovation et de créativité.



ALICE AUDOUIN est la responsable du développement durable d'Havas Media France. À ce titre, elle joue un rôle moteur dans l'évolution du secteur de la communication vers le développement durable. Co-fondatrice du collectif AdWiser et du collège des directeurs du développement durable et présidente co-fondatrice de la Coalition pour l'art et le développement durable, elle a également publié le roman sur le marketing vert *Ecolocash* et anime le blog *Alice in Warmingland*.



ANNE COURTOIS, ingénieur agronome de formation, a occupé différentes fonctions marketing en Institut d'études, en agences et chez l'annonceur. Elle est aujourd'hui directrice du développement durable du groupe Havas.



AGNÈS RAMBAUD-PAQUIN, experte de la conduite du changement, est directrice associée du cabinet Des Enjeux Et Des Hommes, spécialisé en formation et conseil pour intégrer le développement durable aux pratiques et comportements. Le cabinet a remporté le prix 2010 de « La meilleure formation favorisant la RSE », remis par un jury de DRH et de responsables formation. Elle est co-fondatrice du collectif AdWiser.

La communication responsable

**Intégrer le développement durable
dans les métiers de la communication**

Éditions d'Organisation
Groupe Eyrolles
61, bd Saint-Germain
75240 Paris cedex 05

www.editions-organisation.com
www.editions-eyrolles.com

En application de la loi du 11 mars 1957, il est interdit de reproduire intégralement ou partiellement le présent ouvrage, sur quelque support que ce soit, sans autorisation de l'Éditeur ou du Centre Français d'Exploitation du Droit de Copie, 20, rue des Grands-Augustins 75006 Paris.

© Groupe Eyrolles, 2009, 2010
ISBN : 978-2-212-54798-6

La communication responsable

**Intégrer le développement durable
dans les métiers de la communication**

**Alice Audouin
Anne Courtois
Agnès Rambaud-Paquin**

Deuxième édition

EYROLLES

Éditions d'Organisation

Sommaire

Introduction	9
Partie 1 Une conscience émergente des enjeux	13
Chapitre 1 Enjeux globaux et développement durable	15
Les enjeux	15
Le développement durable : un nouveau paradigme.....	19
Entreprise et développement durable	27
Chapitre 2 Le secteur de la communication et le développement durable	37
Données clés du secteur.....	37
Le dispositif d'encadrement réglementaire du secteur de la communication	41
Le secteur de la communication : un débutant en matière de développement durable	47
Partie 2 Les impacts du secteur	73
Chapitre 1 Les impacts liés au fonctionnement de l'organisation	75
Les impacts environnementaux.....	75
Les impacts sociaux	80

Chapitre 2	Les impacts liés à la fabrication de l'action de communication	85
	Les impacts environnementaux.....	85
	Les impacts sociaux	88
	Les impacts sociétaux	89
Chapitre 3	Les impacts liés aux effets de l'action de communication	91
	De nombreux paramètres à prendre en compte.....	92
	Les impacts liés à l'efficacité de la campagne	94
	Les impacts liés aux effets « collatéraux » de la communication	97
Partie 3	Panorama des parties prenantes	107
Chapitre 1	Définition et acteurs du secteur de la communication	109
	Qu'est-ce qu'une partie prenante?	109
	Qui sont les parties prenantes du secteur de la communication?.....	111
Chapitre 2	Les parties prenantes traditionnelles du secteur	113
	Les annonceurs	113
	Les salariés et leurs représentants	118
	Les fournisseurs	121
	Les actionnaires	125
Chapitre 3	Les autres parties prenantes	129
	Les consommateurs citoyens.....	129
	Les associations de consommateurs	132
	Les pouvoirs publics.....	137

Les associations de protection de l'environnement.....	142
Les associations anti-publicité	147
Partie 4 Mise en œuvre opérationnelle du développement durable	153
Chapitre 1 La démarche RSE	155
Pourquoi et dans quelles conditions s'engager?..	155
Les différentes étapes de la démarche RSE	165
Chapitre 2 Des pistes d'actions	199
Des actions liées au fonctionnement de l'entreprise.....	199
Des actions liées à l'intégration du développement durable dans les métiers.....	210
Chapitre 3 L'avenir se rapproche : le secteur de la communication en 2020	231
Contexte économique et sociétal.....	232
Le marketing et la « société des consommateurs »	235
Une communication plus diffuse et plus transparente	238
Les agences deviennent plus responsables.....	244
Conclusion	247
Le Collectif AdWiser	248
Sites Internet	250
Index	252

Introduction

Une actualisation de *La Communication responsable*, publiée pour la première fois en février 2009 et dont les deux tirages ont d'ores et déjà été épuisés, s'imposait au regard des évolutions du secteur de la communication en matière de développement durable depuis un an. Cette actualisation, réalisée par Alice Audouin et Agnès Rambaud-Paquin, intègre les dernières initiatives et réflexions en matière de communication responsable.

Comme dans sa première édition, le livre reflète les réflexions et le dynamisme du Collectif AdWiser, dont Alice Audouin et Agnès Rambaud-Paquin sont membres et cofondatrices. Ce collectif rassemble depuis 2006 des experts et des pionniers du développement durable et de la communication et a pour vocation de sensibiliser les acteurs du secteur à la communication responsable et d'accompagner ceux qui veulent intégrer les enjeux du développement durable dans la vie de leur entreprise, dans les stratégies, les créations et les dispositifs de communication.

L'ambition du livre reste la même pour cette deuxième édition : proposer une méthode et des pistes pour agir.

Il s'agit d'accompagner une modification profonde des pratiques de communication, et ce, quels que soient le contenu ou la forme des messages, et d'enclencher une véritable démarche d'intégration du développement durable.

A contrario, il ne s'agit nullement de donner les clés d'une bonne communication sur le thème du développement durable. Le mouvement actuel qui consiste à utiliser le développement durable uniquement comme une « composante d'image » témoigne

en effet d'une incompréhension de la plupart des professionnels du secteur à l'égard de ce concept.

Résolument optimiste, ce livre tient à démontrer que le défi du développement durable peut être relevé et que le secteur de la communication peut gérer sa mutation. Il est vrai, le chantier est de taille. Le contexte n'est pas très favorable. À côté des bonnes intentions écologiques et sociales clamées par les citoyens, jamais la vague consumériste, le culte du « moi d'abord » n'ont autant sévi, ni les produits « polluants » été aussi nombreux à être produits et achetés. De plus, la crise tend à mettre la conscience environnementale au second plan.

Nous partons des postulats suivants :

- Le développement durable est un défi sans précédent qui, s'il n'est pas relevé, représente une menace pour l'humanité.
- Le développement durable n'est pas une « tendance sociétale » parmi tant d'autres, ni un axe de communication profitable que l'on peut plaquer sur un produit ou un service qui n'en aurait pas la légitimité.
- Il existe des freins « culturels » à l'engagement du secteur de la communication dans le développement durable et un antagonisme apparent entre la publicité, dont l'objectif est de susciter l'envie de consommer davantage, et le développement durable, qui implique de consommer « mieux et moins ».
- Il existe également des freins « techniques » à cet engagement : un manque d'outils, de méthodes et d'experts dédiés dans ce secteur permettant un accompagnement et une mise en œuvre aussi efficaces que dans d'autres secteurs.

Cependant :

- Le secteur de la communication peut relever le défi du développement durable et l'intégrer à ses pratiques.
- Il peut contribuer à des avancées positives en participant aux changements de culture et de mode de vie qui s'imposent.
- L'intégration du développement durable dans ce secteur et son évolution vers la « communication responsable » peuvent être appréhendées comme des facteurs d'innovation, de pérennité et d'efficacité... et non comme des contraintes.

- Les hommes et les femmes qui travaillent dans ce secteur sont la ressource la plus précieuse et la plus efficace pour relever ce défi.

À la fin de cet ouvrage, tout professionnel de la communication disposera des repères pour comprendre et... agir. Il détiendra également des clés pour éviter un certain nombre de pièges, parmi lesquels le *greenwashing*, qui constitue, tant pour les annonceurs que pour l'ensemble des professionnels de la communication, un risque réel de dégradation de leur image face à un public de plus en plus conscient des impacts sociaux et environnementaux des produits ou des services qu'on lui vend.

Ce livre ne prétend pas apporter une réponse universelle, mais montrer les enjeux et donner des pistes pour les traiter. De nombreux exemples y sont présentés. S'ils peuvent parfois paraître anecdotiques, leur multiplicité témoigne clairement que l'avancée sur la voie du développement durable se fait pas à pas et de façon pragmatique. Le périmètre de ce livre se limite à la France, mais nous illustrerons notre propos avec des exemples internationaux chaque fois qu'ils nous paraîtront éclairants.

Parmi les membres du Collectif AdWiser, les auteurs remercient tout particulièrement Sylvain Lambert, Loïc Fel, Valérie Martin, Séverine Millet, Isabel Kurata, et aussi Gildas Bonnel, Benoît Desveaux, Sauveur Fernandez et Gilles Berhault.

Elles remercient l'ADEME, PricewaterhouseCoopers, Des Enjeux et des Hommes et Havas Media France pour leur soutien à la première édition, et Havas Media France pour son soutien à cette nouvelle édition.

Enfin, elles tiennent à remercier chaleureusement Hughes Carlier et Fanny Picard, ainsi qu'Anissa Djamane et Donatien Langumier.

Partie 1

Une conscience émergente des enjeux

Le secteur de la communication fait face au développement durable. Mais que recouvre la notion de développement durable ? Et quelles sont les caractéristiques de ce secteur en retard sur cette question ?

Nous proposerons tout d'abord une définition du développement durable. Nous ferons l'inventaire des enjeux environnementaux et sociaux auxquels nous devons faire face — et dont le constat est à l'origine du concept — ainsi que de sa déclinaison en entreprise : la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE). Nous décrirons ensuite le secteur de la communication et essaierons d'expliquer pourquoi il tarde encore à intégrer le développement durable. Nous terminerons enfin sur les événements qui ont marqué les années 2006 à 2010 et qui témoignent d'un début de mutation.

Chapitre 1

Enjeux globaux et développement durable

■ Les enjeux

Deux phénomènes globaux

L'explosion démographique d'une part et une croissance économique exceptionnelle d'autre part ont conduit à l'émergence des premières réflexions sur le développement durable. Ainsi, il aura fallu plus de 35 000 ans pour atteindre un milliard d'habitants au ^{xix}^e siècle. Un peu plus d'un siècle plus tard, la planète supporte 6,8 milliards d'*Homo sapiens*, dont la moitié vit en habitat urbain. Et ce n'est pas fini ! La plupart des prévisions font état de 9 à 10 milliards d'habitants vers 2050, dont 80 % dans les pays en développement.

Par ailleurs, au cours du ^{xx}^e siècle, la production de biens et de services a crû deux fois plus vite que la démographie, la plupart des indicateurs de consommation étant à la hausse (la consommation d'eau a été ainsi multipliée par six). Depuis les années 1950, les échanges mondiaux ont connu un taux de progression faramineux (multiplié par dix-sept).

L'interrelation entre ces deux phénomènes exponentiels pose aujourd'hui la question de la pérennité de notre modèle de société dans un monde fini, où les surfaces disponibles et certaines ressources ne sont pas renouvelables.

Les limites de notre modèle économique

Le modèle économique adopté par nos pays occidentaux depuis le début de l'ère industrielle présente des caractéristiques qui posent la question de son efficacité, mais également de sa durabilité.

Citons d'abord un prix « incomplet » : la non-intégration dans le prix de revient des produits d'externalités dites « gratuites » avec pour conséquence la dégradation de l'environnement, des pollutions diverses, la perte de biodiversité, l'épuisement des ressources, etc.

Citons ensuite une empreinte carbone colossale : les activités économiques dépendent fortement des énergies fossiles, en premier lieu du pétrole, qui représente 40 % de l'énergie consommée dans le monde. Cela se produit dans un contexte où le prix du baril, particulièrement fluctuant ces derniers mois, ira croissant à moyen terme compte tenu de la raréfaction des ressources et de l'augmentation de la demande, celle des BRIC notamment (Brésil, Russie, Inde et Chine).

La crise financière démarrée à l'automne 2008 peut être considérée comme un symptôme du dysfonctionnement de ce modèle. Le système économique occidental, largement financé par l'emprunt et l'utilisation de ressources naturelles non renouvelables (matières premières, énergies fossiles), voit arriver, plus vite que prévu, ses limites. La crise contribue à renforcer le rôle du G20 avec désormais la création d'une réunion de chefs d'État et d'un G20 social (en avril 2010 avec les ministres concernés) en plus de celle des ministres des Finances. Représentant 90 % du PIB mondial et les deux tiers de la population, cette instance devient une alternative à une ONU limitée par son fonctionnement lourd et l'existence du droit de veto. La réflexion actuelle sur la régulation du système financier est un bon « test » de la capacité de ce groupe à œuvrer pour une gouvernance élargie et nécessaire.

Les enjeux sociaux

Une part importante de l'Humanité connaît des difficultés d'accès aux biens essentiels :

- 1,3 milliard d'êtres humains n'ont pas accès à l'eau potable ;

- 2,6 milliards ne bénéficient pas de services d'assainissement de base ;
- 5 millions meurent chaque année de maladies liées à l'eau ;
- près de 1 milliard souffrent de malnutrition ;
- 2 milliards n'ont pas l'électricité ;
- 2,5 milliards vivent avec moins de 2 dollars par jour.

Par ailleurs, les atteintes aux droits fondamentaux sont importantes. Ainsi, 218 millions d'enfants sont soumis au travail dans le monde, dont 126 millions subissent les pires formes d'exploitation. Un adulte sur cinq est illettré (dont deux tiers de femmes) et un grand nombre de pays ne respecte toujours pas les huit conventions fondamentales de l'OIT (Organisation internationale du travail).

Enfin, les inégalités s'accroissent tant entre Nord et Sud qu'au Nord, entre les plus riches et les plus pauvres :

- 20 % de la population mondiale consomme 86 % des ressources ;
- 225 individus perçoivent le revenu cumulé de 2 milliards d'êtres humains ;
- 16 % de la population européenne dispose d'un revenu inférieur à 60 % du revenu médian.

Les enjeux environnementaux

Réchauffement climatique

Il est corrélé à l'accroissement des émissions de gaz à effet de serre liées à l'activité humaine. La concentration de ces gaz enregistre des niveaux jamais atteints depuis 650 000 ans avec une hausse des émissions de + 80 % entre 1970 et 2004. Sur les cent dernières années, on a constaté une hausse de température de + 0,74 °C, avec une accélération pendant les dernières décennies – onze des douze dernières années figurent au palmarès des années les plus chaudes enregistrées depuis 1850.

Par ailleurs, une augmentation de + 2 à 6 °C de la température moyenne de la planète est attendue au XXI^e siècle et le niveau de

la mer devrait croître de 18 cm à 59 cm d'ici 2100 d'après le GIEC¹, voire de près d'un mètre d'après une étude conduite en 2008 par l'Institut climatique allemand de Potsdam (PIK). En attendant le 5^e rapport du GIEC en 2013 qui précisera encore les données existantes à date, l'organisation travaille sur un rapport spécial à paraître en 2011 : « Gérer les risques d'événements extrêmes et des catastrophes pour améliorer l'adaptation au changement climatique ».

Dégradation de la biodiversité et des écosystèmes

Déforestation, désertification et appauvrissement des sols sont constatés. Au rythme actuel, 40 % de la forêt amazonienne aura disparu en 2050, accentuant encore le phénomène de réchauffement climatique. De plus, de nombreuses espèces animales (ressources halieutiques notamment) et végétales intervenant dans nos modes de vie et notre économie – 60 % des écosystèmes sont menacés ou fortement dégradés selon le rapport du Millénaire² de l'ONU – disparaissent, sans oublier la pollution de l'eau, de l'air et des sols. La biodiversité tend à être mieux évaluée sur un plan économique, notamment du point de vue des services « gratuits » qu'elle rend, les « services naturels », que nous ne saurions reproduire seuls (par exemple, la pollinisation par les insectes a été évaluée à 150 milliards d'euros/an, source www.biodiversite2010.fr).

Épuisement des ressources

Ainsi, le pic de production du pétrole est aujourd'hui situé entre 2010 et 2040, alors que la demande énergétique devrait doubler, voire tripler d'ici 2050. De plus, les réserves prouvées sont estimées de 40 à 60 ans pour le pétrole, de 40 à 50 ans pour l'uranium, à 80 ans pour le gaz naturel et à 200 ans pour le charbon. Signalons enfin la raréfaction de nombreuses matières premières (cuivre, etc.).

1 GIEC : Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, quatrième rapport, novembre 2007.

2 Rapport réalisé par l'ONU en 2000, sous la direction de son secrétaire général, Kofi Annan. Il propose un plan d'action pour le XXI^e siècle et sensibilise les nations sur la nécessité de faire partager à l'ensemble des populations les bénéfices de la mondialisation.

Au bilan

Le réchauffement climatique apparaît aujourd'hui comme un problème central, du fait de sa dimension globale (même si ses effets sont différenciés géographiquement), de son installation dans le temps (durée de vie et effets cumulatifs des émissions de gaz à effet de serre) et de son accélération. Ses conséquences sont multiples et devraient conduire, conjuguées aux autres enjeux, à une perturbation profonde de notre économie et à des tensions géopolitiques croissantes.

La fréquence des accidents climatiques extrêmes (canicules, inondations, sécheresses) va s'accroître et de nombreux écosystèmes seront bouleversés avec des conséquences importantes pour nos sociétés, notamment des dangers sanitaires. Par ailleurs, des crises liées au stress alimentaire et hydrique, dues aux chutes de la production agricole dans de nombreuses parties du globe (Asie, Afrique, zones tropicales et subtropicales) et à la sécheresse/désertification, sont à craindre. Enfin, les conflits et les migrations de populations liés aux difficultés d'accès aux ressources naturelles, mais aussi, en zone côtière, à l'élévation du niveau de la mer, vont s'accroître. L'été 2010 démontre, de la Russie au Pakistan, l'accélération des dérèglements climatiques.

Nos modes de vie actuels, illustrés par des projections désormais célèbres («*Si chaque être humain consommait comme un Américain, il faudrait cinq planètes et trois pour un Français*», d'après le rapport «Planète vivante» du WWF de 2006), doivent s'adapter. Cette adaptation trouve une piste de réponse dans le développement durable.

Le développement durable : un nouveau paradigme

Définition, historique et principaux repères

La définition officielle est issue du rapport Brundtland «*Notre avenir à tous*», remis à l'ONU en 1987 par une commission pilotée par Gro Harlem Brundtland (député européen et ex-Premier ministre

de la Norvège). Il définit le développement durable comme un développement « *qui répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre aux leurs* ».

Le concept a été consacré en 1992 au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro, qui en a établi les premiers principes. Il n'a cessé depuis de trouver écho au sein des rendez-vous internationaux : la conférence pour le changement climatique à Kyoto (1997), le sommet mondial de Johannesburg (2002), la conférence climatique de Copenhague en 2009 ou encore celle de Cancun en 2010, etc.

En savoir plus

Déclaration sur l'environnement et le développement (Rio, 1992)

Principe 3 : Le droit au développement doit être réalisé de façon à satisfaire équitablement les besoins relatifs au développement et à l'environnement.

Principe 4 : pour parvenir à un développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément.

Le développement durable est une alternative au modèle de développement actuel dont on mesure aujourd'hui les excès environnementaux et sociaux. Cette réponse ne fait pas forcément l'unanimité. Pour certains, le développement durable est un « oxymore », dans la mesure où un développement qui repose sur l'exploitation de ressources épuisables ne saurait être durable. Ils préconisent ainsi un modèle de « décroissance ». D'autres contestent « l'urgence à agir », considérant que la situation (du climat, des énergies...) est loin d'être catastrophique (les écolo-sceptiques), que les hypothèses du GIEC ne sont pas entièrement validées, ou que l'homme saura, comme par le passé, s'adapter sans dommage aux changements à venir.

Principes

Le développement durable repose sur un certain nombre de principes :

- précaution, prévention et anticipation (même en l'absence de certitude scientifique) ;

- solidarité (sociale, géographique et générationnelle);
- éthique et bonne gouvernance (transparence par exemple);
- dialogue (avec l'ensemble des « parties prenantes »³);
- responsabilité (pollueur/payeur par exemple).

On représente traditionnellement le développement durable sous la forme de trois « dimensions » (*Triple Bottom Line*) mettant en évidence la nécessité d'un équilibre entre l'économique, l'environnement et le social. L'« équation » correspondante privilégie un modèle de développement « viable », « vivable » et « équitable ».

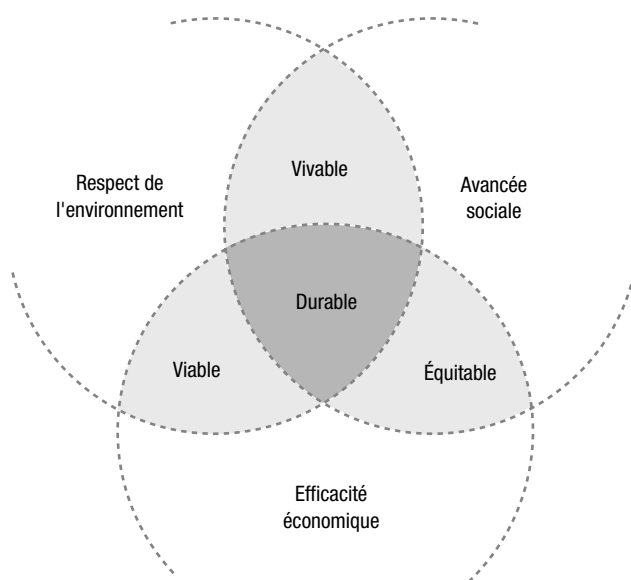


Figure 1 – Le modèle de développement viable, vivable et équitable

Une nouvelle vision du monde

Le développement durable est porteur d'une nouvelle vision du monde qui se décline à tous les niveaux.

3 L'ensemble des acteurs qui influencent ou sont concernés par l'activité d'une organisation : les employés, les fournisseurs, les clients, les communautés locales, et la société en général, parfois plus connus dans la terminologie anglaise de *stakeholders*.

Dans notre vision de l'économie, il se manifeste par une prise en compte de la rareté des ressources naturelles, des interactions entre l'environnement, le social et la performance économique, c'est-à-dire par l'acceptation d'un nouveau modèle économique.

Dans notre vision de la politique, il suppose l'intégration des critères environnementaux et sociaux dans les prises de décisions politiques (qu'elles soient internationales, nationales ou locales), par la capacité à confronter enjeux locaux et globaux.

Dans nos modes d'achat et de consommation, il préconise la prise en compte des critères environnementaux et sociaux dans nos choix et se traduit par une redéfinition de nos besoins au regard de nos désirs et par une réflexion sur la valeur ajoutée réelle de certains nouveaux produits ou services. Il ne s'agit pas seulement de « consommer moins », mais de « consommer différemment ».

Dans nos modes de production, il se manifeste par la mesure et le pilotage de l'impact social et environnemental des produits ou des services tout au long de leur cycle de vie (« du berceau à la tombe »), ce qui permet une optimisation complète à chaque étape. Cette approche, dénommée « éco-conception », est source d'innovation et d'économie.

Dans nos modes de décision, il suppose l'intégration du long terme, des avis des parties prenantes, dans un souci de responsabilité et d'interdépendance des décisions.

Enfin, d'un point de vue culturel et sociétal, il annonce l'élargissement de notre vision du monde anthropocentrique, en incluant les « générations futures », en considérant davantage les ressources utilisées dans notre vie quotidienne, la valorisation et la redécouverte du local et une évolution de notre rapport à l'« avoir » ou à la « richesse ».

En savoir plus

Le terme anglo-saxon *detipping point* traduit le point de basculement sociologique déterminant un changement de comportement collectif. La question fondamentale en matière de développement durable est de savoir quand le *tipping point* vers une « économie d'urable » arrivera. Parmi les éléments déterminants pouvant jouer cet effet levier et faire basculer notre modèle économique et nos modes de vie, citons :

- les marchés financiers, avec l'intégration de critères sociaux et environnementaux dans les décisions d'investissement ainsi que les niveaux d'investissements

dans des solutions technologiques et sociales pour construire une « économie durable » ;

- le reporting de développement durable, avec l'avancée de la mesure et du pilotage des actions au niveau individuel, des entreprises et des États ;
- la recherche, l'enseignement et la formation, avec leurs avancées dans le domaine du développement durable ;
- la réglementation et la certification et leur influence sur les processus et les marchés ;
- les évolutions de tendances sociologiques à travers les changements de mentalités et de modes de vie des consommateurs.

Une prise de conscience lente et progressive des enjeux

La figure 2 (p. 25), à travers la succession des grands événements ayant marqué le cheminement du concept de développement durable, montre l'implication progressive des différents acteurs.

Les scientifiques et les ONG, puis les États

Bien que les premières corrélations entre combustion des énergies fossiles et réchauffement climatique aient été scientifiquement établies dès la fin du XIX^e siècle, il faudra attendre un siècle pour que les scientifiques arrivent, en s'unissant, à se faire entendre.

Ainsi, dès les années 1960, ils ont tiré la sonnette d'alarme sur la dégradation de l'environnement (dont la biodiversité). Ces inquiétudes, relayées par les ONG lors de grandes catastrophes écologiques, ont fini par toucher l'opinion. On se souvient des combats de Greenpeace contre la pêche des baleines... En France, des personnalités comme l'écologiste René Dumont, le commandant Jacques-Yves Cousteau mais surtout le grand vionnaire Haroun Tazieff ont été les premiers à signaler les enjeux liés à la pollution des terres et des eaux, à la disparition des coraux, au trou de la couche d'ozone, au réchauffement climatique... Ceux qui étudiaient les milieux naturels (les scientifiques) et ceux qui avaient un devoir d'alerte (les ONG) ont donc les premiers interpellé la société civile sur ces questions et lancé le débat sur la pérennité de nos systèmes de production et de nos modes de vie.